

Ce relevé pour les deux dernières années fera justice, je l'espère, des affirmations fort fantaisistes de gens peu au courant de la réalité. Nous voulons tous voir les faits tels qu'ils sont, même s'ils sont désagréables. Nous ne voulons pas qu'on répande au pays de folles assertions et de nature à induire en erreur. Nous ne voulons pas non plus de déclarations destinées à être un baume inutile sur des blessures.

M. MITCHELL: J'ai visité plusieurs pays d'Europe, cette année, et je me demande combien de gens voudraient retourner, disons en Italie. Combien voudraient retourner en Allemagne ou en Pologne?

L'hon. M. GORDON: Nous recevons rarement de requêtes d'immigrants désireux de se faire rapatrier en ces pays. Je m'efforcerai d'obtenir un état précis au sujet des autres pays.

L'hon. M. HEENAN: Pendant qu'il préparera ce rapport, j'espère que le ministre nous communiquera aussi des renseignements sur le genre de places refusées par ces hommes, et sur les conditions de travail impossibles qu'ils exigeaient et n'ont pu obtenir.

L'hon. M. GORDON: J'aimerais à déposer le document cette année.

L'hon. M. HEENAN: J'ai peine à croire que le ministre favorisera l'expulsion d'un sujet canadien ou d'un homme du Canada, sans avoir la preuve absolue que les conditions du travail offert étaient celles qu'exige notre mode d'existence au pays.

L'hon. M. GORDON: Mais un citoyen canadien n'est jamais passible d'expulsion.

L'hon. M. HEENAN: J'ai dit: un homme du Canada. J'ai entendu dire—je ne sais plus par qui—que les membres de l'opposition sont censés offrir des félicitations au Gouvernement, quand il fait bien, et lui donner des avis utiles. Je prends aujourd'hui la parole pour dire au ministre intérimaire de l'Immigration que j'approuve tout à fait son attitude au sujet de l'immigration au Canada. Mais il a donné à entendre que nous pourrions attendre qu'on propose au Gouvernement un plan concret d'immigration. Sur ce point, je ne suis pas de son avis, car il pourrait être trop tard. Etant donné que les membres d'un autre parlement, celui de Westminster, n'ont pas hésité en adoptant une résolution, à indiquer à la population de la Grande-Bretagne et du Canada leur façon de voir sur l'émigration des Iles-Britanniques au pays, c'est maintenant pour nous, Canadiens, le temps d'exposer le système que nous pourrions approuver.

En disant que, membre de l'opposition, je me lève pour aider au ministre, je me reporte [L'hon. M. Gordon.]

vers 1929. Je ne fais pas un plus long retour en arrière, car c'est surtout vers 1929 que le premier ministre, alors qu'il était dans l'opposition, soutenait que plus nous amènerons d'immigrants au pays, plus il y aura de travail pour les nôtres, que le ministre des Chemins de fer disait que le Canada pourrait être une terre promise pour le trop plein de la population de l'univers, si nous avions un bon gouvernement et une bonne politique douanière; que l'organisateur du parti conservateur, le général McRae, alors député de Vancouver-Nord, préconisait l'immigration au pays de 250,000 à 300,000 familles, au coût de 300 millions de dollars ou 30 millions de dollars par année, que le glorieux vieux tory, l'honorable Howard Ferguson parcourait l'Europe pour exhorter les différents pays à envoyer dans cette province l'excédent de leur population et critiquait le gouvernement d'alors parce qu'il se montrait trop exigeant sur la qualité des émigrants.

Je me demande ce qu'ils ont fait de leur programme. D'où provient ce changement? Le ministre des Chemins de fer doit être satisfait du gouvernement au pouvoir et de sa politique, je l'espère, et à l'entendre, le Canada devrait être une terre promise pour le trop plein de la population de l'univers, si nous avions le gouvernement et la politique voulus. Qu'est-ce qui ne va pas, maintenant? Je dirai au ministre des Chemins de fer que je suis heureux qu'il ait changé d'avis. La responsabilité est une grande chose.

L'hon. M. MANION: Et l'irresponsabilité aussi.

L'hon. M. HEENAN: Et pour ne pas m'exposer au reproche de citer à faux le ministre des Chemins de fer, voici ce qu'il a dit à l'appui de la proposition du général McRae:

Notre pays est l'un des plus grands au monde, et s'il était convenablement administré, il devrait être une terre promise pour tous les gens acceptables des contrées surpeuplées de la terre.

Et plus loin:

Je ne me plains pas tant du petit nombre des immigrants britanniques que du petit nombre des immigrants en général.

Et encore:

Je prétends que nous pourrions accepter beaucoup plus d'immigrants de toutes sortes.

Et encore:

Nous avons besoin de gens de toutes sortes.

Je ne blâme pas entièrement le ministre des Chemins de fer, car, c'était la manière de voir du parti conservateur en général, lorsqu'il siégeait à votre gauche, monsieur l'Orateur. Toute la presse conservatrice du pays a pris vivement à partie le régime de l'époque et nous a accusé d'essayer de restreindre l'immigration. Cet après-midi, nous avons entendu